



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/HRC/4/39
9 mars 2007

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME
Quatrième session
Point 2 de l'ordre du jour provisoire

**APPLICATION DE LA RÉOLUTION 60/251 DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE
DU 15 MARS 2006 INTITULÉE «CONSEIL DES DROITS DE L'HOMME»**

**Rapport du Groupe de travail d'experts sur les personnes
d'ascendance africaine sur sa sixième session**

(Genève, 29 janvier-2 février 2007)*

Président-Rapporteur: M. Peter Lesa Kasanda

Résumé

À sa sixième session, le Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine a examiné le thème du profilage racial. Il a reconnu que le profilage racial constituait une violation du droit à la non-discrimination et a rappelé que des normes internationales et régionales énonçaient clairement que la discrimination raciale dans l'administration de la justice était contraire à la loi. Il a prié les États parties de donner une définition claire du profilage racial et d'adopter des dispositions législatives interdisant cette pratique; de prendre des mesures positives pour garantir la participation réelle des personnes d'ascendance africaine et des autres groupes vulnérables à tous les niveaux des organismes chargés de l'application des lois; il les a aussi invités à collecter des données ventilées et à superviser les mécanismes de lutte contre le profilage racial. Le Groupe de travail s'est par ailleurs félicité de la décision de l'Assemblée générale de réunir en 2009 une conférence d'examen sur la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Durban.

* Le présent rapport est présenté tardivement du fait que le Groupe de travail a tenu sa session en janvier 2007, après la date initialement prévue.

TABLE DES MATIÈRES

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
Introduction.....	1 – 3	3
I. ORGANISATION DE LA SESSION.....	4	3
II. RÉSUMÉ DES DÉLIBÉRATIONS.....	5 – 52	3
A. Déclarations générales	5 – 26	3
B. Analyse thématique: Examen et analyse du profilage racial.....	27 – 52	6
III. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS	53 – 78	15
A. Conclusions.....	53 – 74	15
B. Recommandations.....	75 – 78	17
Annexes		
I. Ordre du jour		19
II. Liste des participants		20

Introduction

1. Le Groupe de travail d'experts sur les personnes d'ascendance africaine a tenu sa sixième session du 29 janvier au 2 février 2007 à l'Office des Nations Unies à Genève.
2. La Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme, Louise Arbour, a ouvert la session. Le Groupe de travail a élu Peter Lesa Kasanda Président-Rapporteur.
3. Le présent rapport reflète le déroulement général du débat.

I. ORGANISATION DE LA SESSION

4. À sa sixième session, le Groupe de travail a tenu six séances publiques et trois séances privées auxquelles ont participé les membres suivants: Peter Lesa Kasanda (Président-Rapporteur), Joe Frans, Georges Nicolas Jabbour et Irina Moroianu-Zlătescu. Étaient également présents des observateurs de 60 États membres et un observateur d'un État non membre, 12 représentants d'organisations non gouvernementales (ONG) et deux d'organisations intergouvernementales. La liste des participants et l'ordre du jour figurent dans les annexes. Tous les documents de travail présentés par les experts et les participants sont disponibles auprès du secrétariat ou sur le site Internet du Haut-Commissariat aux droits de l'homme¹.

II. RÉSUMÉ DES DÉLIBÉRATIONS

A. Déclarations générales

5. La Haut-Commissaire aux droits de l'homme a prononcé l'allocution d'ouverture.
6. La Haut-Commissaire a indiqué que la Déclaration et le Programme d'action de Durban non seulement expriment un engagement solennel de la part des États à travailler conjointement, mais offrent également un programme d'action commun et concret pour que la communauté internationale puisse lutter contre le racisme sous toutes ses formes.
7. La Haut-Commissaire a mis en évidence les résultats importants de la Conférence de Durban, qui s'est intéressée à l'effroyable tragédie de l'esclavage. Elle a salué l'adoption de la résolution 61/19 par laquelle l'Assemblée générale avait déclaré à l'unanimité le 25 mars 2007 Journée internationale de célébration du bicentenaire de l'abolition de la traite transatlantique des esclaves, qui confirme l'engagement pris à Durban de dénoncer l'esclavage comme étant une violation grave des droits de l'homme.
8. La Haut-Commissaire a exprimé sa préoccupation face à la pratique du profilage racial, qui viole un certain nombre de garanties fondamentales. Elle a souligné que cette pratique était contraire au principe d'égalité devant la loi ainsi qu'aux normes juridiques internationales visant à éliminer le racisme et la discrimination raciale. Elle a réaffirmé le principe fondamental inscrit dans l'article premier de la Déclaration universelle des droits de l'homme et a rappelé que la pratique du profilage racial était incompatible avec le respect des droits de l'homme et le principe de non-discrimination. Elle a encouragé le Groupe de travail à adopter des recommandations concrètes pour aider les gouvernements à s'attaquer au problème du profilage racial.

¹ Voir www.ohchr.org/english/issues/racism/groups/african/4african.htm (en anglais seulement).

9. Le Groupe de travail a élu Peter Lesa Kasanda Président-Rapporteur.

10. Le Président-Rapporteur a remercié la Haut-Commissaire du soutien apporté au Groupe de travail dans l'accomplissement de son mandat. L'ordre du jour provisoire et le programme de travail ont été adoptés.

11. En présentant le point 5 de l'ordre du jour, le Président-Rapporteur a fait observer que les personnes d'ascendance africaine continuaient d'être victimes de discrimination raciale et d'exclusion dans de nombreuses régions du monde, en ce qui concerne notamment l'accès aux services de santé, aux moyens de subsistance, à la sécurité sociale, à l'éducation et à des activités rémunératrices.

12. Le Président-Rapporteur a salué l'adoption de la résolution 61/149 par laquelle l'Assemblée générale avait décidé de réunir en 2009 au plus tard une conférence qui examinerait la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, et prié également le Conseil des droits de l'homme d'entamer les préparatifs de cette manifestation, de formuler un plan concret et de communiquer, chaque année à partir de 2007, des informations à jour et des rapports sur la question.

13. Il a rappelé que le Groupe de travail avait jusqu'alors exécuté son mandat en menant une importante analyse thématique des questions relatives aux personnes d'ascendance africaine, notamment une analyse des mesures à prendre pour combattre leur exclusion sociale, et des actions et des politiques visant à renforcer leur participation aux principaux rouages de la vie politique, économique et sociale de la société dans laquelle ces personnes vivent.

14. Le Président-Rapporteur a souligné que le Groupe de travail, à sa sixième session, s'emploierait à formuler des recommandations concrètes sur l'élimination du profilage racial dont sont victimes les personnes d'ascendance africaine et les Africains dans toutes les régions du monde.

15. Au cours du débat général, plusieurs observateurs gouvernementaux et des représentants d'ONG ont échangé des informations sur les activités et les mesures engagées à l'échelle nationale pour mettre en œuvre la Déclaration et le Programme d'action de Durban, ainsi que sur les thèmes qui devraient être examinés à la sixième session.

16. L'observateur de l'Algérie, s'exprimant au nom du Groupe africain, a souligné l'importance des travaux menés par le Groupe de travail. Il a réitéré le soutien apporté par le Groupe africain au Groupe de travail et a encouragé ce dernier à augmenter le nombre de visites de pays au cours desquelles les membres auraient l'occasion d'examiner des questions importantes avec les autorités compétentes telles que les représentants des services publics, des écoles, des hôpitaux et des organismes chargés de l'application des lois. Il a attiré l'attention sur le fait que les personnes d'ascendance africaine, malgré les différents efforts déployés sur le plan international, continuaient de souffrir des conséquences de pratiques du temps passé et étaient en butte à un réel problème d'intégration. Il a fait observer que la mise en œuvre effective de la Déclaration et du Programme d'action de Durban était un long processus et qu'à ce jour, seules quelques mesures efficaces avaient été prises dans ce sens. Il a relevé que le FMI et la Banque mondiale devraient être impliqués dans le processus d'élaboration de mesures efficaces de lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée. Il a

ajouté qu'il était également très important que les gouvernements mettent en place des stratégies et des plans d'action nationaux pour combattre le racisme, le profilage racial, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée. En outre, il faudrait accorder une attention particulière aux femmes d'ascendance africaine.

17. L'observatrice d'une ONG a mis en avant le fait qu'au cours des dernières années, dans les Amériques, la pratique du profilage racial était devenue plus fréquente. Elle a souligné qu'il était important que les représentants des États membres et d'autres entités se rendent compte de l'absence, à la présente session, de participants venus d'ONG et de la société civile pour représenter les personnes d'ascendance africaine provenant d'Amérique latine, faute de financements.

18. M. Frans a rappelé la remarque de la Haut-Commissaire concernant la résolution 61/19 de l'Assemblée générale sur la célébration du bicentenaire de l'abolition de la traite transatlantique des esclaves. Il a demandé publiquement et solennellement aux États membres de sensibiliser l'opinion à l'abolition de l'esclavage et de profiter de cette occasion pour traiter davantage du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée. Il a déclaré que les gouvernements devraient faire de leur mieux pour que les enfants aient, dans leurs programmes scolaires, des cours d'histoire portant notamment sur l'esclavage et la traite des esclaves. En ce qui concerne la conférence d'examen de la Déclaration et du Programme d'action de Durban qu'il est prévu de convoquer, M. Frans a souligné qu'il était essentiel que les différents acteurs prennent le temps de réfléchir à la question afin de présenter des recommandations concrètes au Groupe de travail et de contribuer ainsi de manière constructive à l'organisation effective de la conférence. M. Frans a également insisté sur la nécessité d'approfondir les recherches sur l'esclavage. Il a souligné qu'il était extrêmement important de voir des représentants d'ONG et de la société civile participer aux sessions du Groupe de travail. Il a ajouté qu'il serait très utile qu'au cours des jours suivants, les États et les ONG puissent informer les experts membres du Groupe de travail des progrès accomplis dans la mise en œuvre de la Déclaration et du Programme d'action de Durban.

19. L'observateur d'une ONG a appuyé l'avis exprimé par M. Frans selon lequel il était essentiel que des ONG et la société civile participent à ces réunions consultatives.

20. M. Jabbour a indiqué que les organisations régionales avaient un rôle particulier à jouer dans le cadre de la conférence d'examen. Elles devraient organiser des réunions régionales afin d'examiner ce qui a été mis en œuvre dans le contexte de la Déclaration et du Programme d'action de Durban.

21. M^{me} Moroianu-Zlătescu a appelé le Groupe de travail à faire tout son possible pour produire une meilleure définition du profilage racial.

22. L'observatrice de l'Afrique du Sud a souscrit à la déclaration du représentant de l'Algérie. Elle a mis l'accent sur le fait que le profilage racial était un grave problème, de même que la victimisation et l'exclusion sociale des personnes d'ascendance africaine. Après les attaques terroristes du 11 septembre 2001, les cas de profilage racial s'étaient multipliés à travers le monde. Outre la couleur et l'ascendance, les symboles religieux et la religion étaient venus s'ajouter aux critères retenus pour la pratique du profilage racial. Beaucoup de personnes avaient été interrogées, arrêtées, mises en détention, etc. par la police sans autre motif que des soupçons

d'actes de terrorisme qui pesaient sur elles. L'observatrice a insisté sur le fait que les instruments internationaux ne suffisaient pas et a ajouté qu'il était important de se rappeler que la «volonté politique» était également mentionnée dans la Déclaration et le Programme d'action de Durban.

23. L'observateur d'une ONG a relevé que les États membres étaient peu enclins à mettre en œuvre les normes internationales et que les cas de profilage racial en étaient le reflet. Il a recommandé au Groupe de travail de collaborer étroitement avec les organes conventionnels qui étaient compétents en la matière.

24. M. Kasanda a rappelé que les États ayant signé et ratifié les différents traités internationaux pertinents étaient de plus en plus nombreux, ce qui montre l'importance croissante qu'ils attachent à l'élimination du racisme, de la discrimination raciale, de la xénophobie et de l'intolérance qui y est associée. À son avis, il serait très utile que les participants puissent faire rapport sur la mise en œuvre des engagements de Durban.

25. L'observateur de l'Égypte a relevé que les recommandations du Groupe de travail manquaient parfois de clarté ou qu'elles n'étaient pas adressées à une autorité compétente. À cet égard, il importait que le Groupe de travail collabore étroitement avec les mécanismes de suivi des traités afin de faciliter la mise en œuvre effective des recommandations. Il a ajouté qu'il approuvait la déclaration de l'observateur de l'Algérie.

26. L'observateur d'une ONG a donné lecture d'une déclaration de soutien et de recommandations à l'adresse du Groupe de travail au nom de toutes les ONG présentes à la sixième session. Il a d'abord insisté, dans ses observations, sur la nécessité d'appeler l'attention de la communauté internationale sur le nombre croissant de violations des droits de l'homme commises à l'égard de personnes d'ascendance africaine à travers le monde. Il a souligné que le Groupe de travail devait se faire le porte-parole de la communauté internationale en définissant des solutions adaptées, durables et efficaces visant à l'élimination de toutes les formes de racisme, de discrimination raciale et de xénophobie touchant les personnes d'ascendance africaine dans le monde entier, et en faisant connaître ces solutions. Il a relevé l'importance des travaux accomplis par le Groupe de travail et a insisté sur le fait que ce dernier devait poursuivre son activité sur les droits fondamentaux des personnes d'ascendance africaine. Il a insisté sur le fait que le budget du Groupe devrait provenir d'un fonds ordinaire des Nations Unies. Actuellement, à cause d'un financement insuffisant, les possibilités qu'avait le Groupe de travailler directement avec les victimes d'actes racistes dans leur propre pays étaient limitées. L'intervenant a ajouté que la participation de la société civile aux sessions du Groupe de travail était importante et qu'il était donc nécessaire de mettre en place un fonds pour contribuer aux frais de transport des participants, de façon à accroître la participation des personnes d'ascendance africaine.

B. Analyse thématique: Examen et analyse du profilage racial

27. Le Président-Rapporteur a présenté le point 6 de l'ordre du jour en attirant l'attention du Groupe de travail sur la nécessité de formuler des recommandations concrètes en vue de l'élimination du profilage racial. Il a déclaré que le profilage racial était pratiqué dans toutes les régions du monde et que l'absence d'informations à ce sujet ne signifiait pas que le phénomène n'existait pas.

Point 6 a): La définition du profilage racial et le cadre international interdisant le profilage racial

28. Leïla Zerrougui, Présidente-Rapporteuse du Groupe de travail sur la détention arbitraire, a présenté un document portant sur la définition du profilage racial. Elle a mis en relief que le profilage racial était une violation du droit à la non-discrimination, fermement ancré dans le droit international puisqu'il est considéré comme faisant partie intégrante du droit international coutumier. Elle a expliqué qu'un des aspects problématiques du profilage racial était l'absence de définition unique et largement acceptée. Il existait en revanche plusieurs définitions qui rendaient plus difficile la constatation de cas de profilage racial. Elle a fait observer que deux définitions très différentes avaient émergé, l'une étroite et restrictive, l'autre assez large. Dans la définition restrictive, le profilage racial est considéré comme une activité menée par les agents de la force publique et fondée exclusivement sur la race. L'autre catégorie comprend des définitions plus larges où tous les motifs possibles de discrimination, en plus de la race, sont pris en considération. En outre, M^{me} Zerrougui a souligné la différence existant entre profilage racial et profilage criminel, la principale différence étant que le profilage racial est fondé sur la race alors que le profilage criminel est fondé sur le comportement. L'intervenante a insisté sur l'importance que présentent les statistiques relatives au profilage racial pour mesurer l'ampleur du problème, déterminer les tendances générales et mettre au point les méthodes les mieux adaptées pour lutter contre ce problème.

29. Irina Moroianu-Zlătescu, membre du Groupe de travail, a commencé sa présentation en donnant une vue d'ensemble du cadre international des Nations Unies – instruments, mécanismes et procédures – dans lequel s'inscrit l'interdiction du profilage racial. Elle a expliqué que les dispositions contenues dans les instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme n'étaient qu'un cadre général pour aborder la question du profilage racial. À son avis, pour interdire véritablement de telles pratiques, et éradiquer le phénomène, des mesures législatives spécifiques s'imposaient. Il fallait également diffuser les bonnes pratiques, en particulier auprès des organismes chargés de l'application des lois et des forces de l'ordre.

30. Georges Jabbour, membre du Groupe de travail, a examiné deux définitions du profilage racial: l'une donnée par la police, l'autre utilisée dans l'administration de la justice. Il a relevé que la pratique du profilage racial était non seulement inefficace dans la lutte contre la criminalité, mais aussi en contradiction avec le droit international des droits de l'homme. Il a souligné que le profilage racial devrait être érigé en infraction dans la législation nationale.

Point 6 b): Le problème du profilage racial dans l'administration de la justice

31. Régis de Gouttes, Président du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale (CERD), a fait une présentation détaillée de la Recommandation générale XXXI du CERD sur la prévention de la discrimination raciale dans l'administration et le fonctionnement du système de justice pénale. Il a expliqué que les personnes d'ascendance africaine étaient visées par la recommandation générale, qui portait non seulement sur le profilage racial mais aussi sur toutes les manifestations de discrimination raciale ou ethnique dans l'administration et le fonctionnement du système de justice pénale. Le «profilage» racial était mentionné explicitement dans le paragraphe 20 de la recommandation générale. L'orateur a expliqué que la définition du profilage racial contenue dans le paragraphe 72 du Programme d'action de Durban avait une portée plus large que celle contenue dans le paragraphe 20 de la recommandation générale.

Point 6 c): Travaux effectués et expériences acquises sur le plan régional sur la question du profilage racial

32. Claudia Lam, juriste à la Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI), a présenté les travaux de l'ECRI sur le profilage racial. L'ECRI a d'abord adopté une approche pays par pays et va maintenant s'attaquer à ce problème au moyen de recommandations de politique générale. La définition du profilage racial, encore à l'état de projet, sur laquelle se fonde provisoirement l'ECRI, est axée sur l'utilisation du profilage racial par les agents de la force publique. L'ECRI a choisi d'employer le terme «profilage racial» plutôt que «profilage ethnique», qui serait trop étroit. Elle définit la discrimination raciale comme une discrimination fondée sur la race, la couleur, la langue, la religion, la nationalité ou l'origine nationale ou ethnique. Cette définition met en évidence que le profilage racial est une forme de discrimination raciale, selon la définition de l'ECRI de la discrimination raciale, elle-même basée sur la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme. La notion de stéréotype n'est pas présente dans cette définition, comme c'est le cas dans beaucoup de définitions.

33. M^{me} Lam a déclaré que le projet de recommandation de politique générale concerné contenait les recommandations suivantes: définir clairement le profilage racial et l'interdire; collecter des données, mener des études sur le profilage racial et surveiller ce phénomène; introduire le principe du doute raisonnable; et dispenser à la police une formation sur la définition du profilage racial. L'intervenante a précisé que l'interdiction n'impliquait pas nécessairement des dispositions de droit pénal, étant donné que le droit constitutionnel ainsi que le droit civil et/ou administratif pouvaient dans certains cas être plus appropriés.

Point 6 d): Les incidences humaines du profilage racial

34. Gérôme Topka, secrétaire-général de Carrefour de réflexion et d'action contre le racisme anti-Noir (CRAN), Suisse, a fait une présentation sur le profilage racial visant les personnes d'ascendance africaine en Suisse. Il a souligné que le racisme à l'égard de ces personnes était une forme particulière de racisme. Il a évoqué l'état actuel des choses en Suisse en faisant référence à certaines affaires très médiatisées traitées par les tribunaux suisses et à l'attitude des médias suisses vis-à-vis du racisme. Il a également soulevé la question des préjugés raciaux et des stéréotypes à l'égard des personnes d'ascendance africaine et a parlé de la banalisation du racisme à leur encontre. Il a notamment recommandé de faire porter les efforts sur la sensibilisation au problème du racisme au sein des écoles, des forces de police, du secteur public et du système de justice; de favoriser la diversité au sein des forces de police; d'élaborer une charte antidiscrimination; de créer un organe de surveillance du racisme; d'encourager l'innovation dans la lutte contre les comportements racistes envers les personnes d'ascendance africaine; et de prendre des mesures en vue de sensibiliser la société au problème du racisme à l'égard de ces personnes. Il a analysé les aspects prometteurs du travail accompli par le CRAN en collaboration avec les médias et la police, mais a insisté sur la nécessité de poursuivre la collaboration afin d'améliorer la situation des personnes d'ascendance africaine vivant en Suisse.

35. Joe Frans, membre du Groupe de travail, a décrit les incidences du profilage racial sur les personnes d'ascendance africaine installées en Europe. Il a noté que le profilage racial posait un grave problème en matière de droits de l'homme, qui affectait des millions de personnes d'ascendance africaine résidant en Europe. À son avis, le cadre constitutionnel et juridique était suffisamment développé dans la plupart des pays européens pour contester la légalité du

profilage racial à l'encontre des personnes d'ascendance africaine. On a la preuve irréfutable, a-t-il souligné, que le profilage racial n'aide pas les agents de la force publique à lutter contre la criminalité. En effet, cette pratique les détourne des vraies cibles et leur aliène certaines personnes avec lesquelles il serait nécessaire de collaborer pour déceler des infractions.

36. M. Frans a mis en évidence les effets psychologiques, sociaux et économiques du profilage racial sur les personnes qui en sont victimes. Il est tout à fait certain que l'une des conséquences les plus lourdes et persistantes de cette pratique est son effet sur les enfants et les jeunes. Il a relevé que l'un des effets secondaires possibles de cette pratique était le risque de considérer les membres de communautés entières comme des délinquants. Il a expliqué qu'il était difficile de mesurer la véritable portée du profilage racial et de déterminer la nature de cette pratique parce que, dans plusieurs pays d'Europe, il n'existait pas de collecte de données officielles ou que le système était inopérant. Nombre de pays ne disposent pas de mécanismes adéquats pour enregistrer les informations relatives au profilage racial et les mettre en consultation publique. Les conséquences du profilage racial se font sentir bien au-delà de la sphère du maintien de l'ordre. Elles sont ressenties de manière globale comme de la discrimination raciale.

37. M. Frans a invité le Groupe de travail à examiner les recommandations suivantes: la collecte systématique de données ventilées sur les délits de racisme et le profilage; l'élaboration et l'adoption de normes juridiques interdisant le profilage; la définition d'une stratégie de recrutement, dans le secteur des forces de l'ordre et de l'application de la loi, de personnes d'ascendance africaine résidant en Europe, et la mise en œuvre de cette stratégie; le renforcement des relations entre communautés différentes; et la réalisation d'une étude spéciale relative aux incidences du profilage racial sur les personnes d'ascendance africaine résidant en Europe.

38. Peter Lesa Kasanda, Président-Rapporteur du Groupe de travail, a fait un exposé sur les incidences du profilage racial. Il a souligné que le profilage racial constituait une violation du droit des droits de l'homme et que cette pratique ne visait pas uniquement les personnes d'ascendance africaine. Le profilage racial était en effet pratiqué dans de nombreux contextes. L'orateur a ensuite donné une vue d'ensemble des études menées en la matière dans différents pays.

39. M. Kasanda a dit que le profilage racial constituait une atteinte à la dignité humaine, qui infligeait des souffrances psychologiques et émotionnelles aux personnes visées. Cette pratique suscite chez les victimes colère, frustration et humiliation. En outre, elle sape la confiance qu'a le public, et notamment les jeunes, dans les forces de l'ordre. Elle affaiblit le sentiment de citoyenneté chez les victimes, qui se sentent exclues de la société. Elle dégrade les relations entre les communautés concernées et les agents des forces de l'ordre, qui cataloguent comme suspects les membres de communautés tout entières, et favorise l'apparition dans la population visée de préjugés hostiles aux organes chargés du maintien de l'ordre et de l'application des lois.

Point 6 e): Le problème de l'impunité et de la responsabilité des auteurs d'actes de profilage racial

40. Robert L. Wilkins, associé du cabinet d'avocats Venable LLP, à Washington DC, a présenté un exposé sur la lutte contre l'impunité et pour la responsabilisation des services du maintien de l'ordre face aux actes de profilage racial aux États-Unis. Il a souligné que si la situation s'est quelque peu améliorée, le profilage racial demeure un problème grave dans le pays. M. Wilkins a centré son propos sur les interceptions et les fouilles de véhicules. Il a rappelé

l'acte de profilage racial dont lui-même et sa famille ont été les victimes et les poursuites judiciaires que celle-ci a par la suite intentées contre les forces de l'ordre. Il a présenté ce qui constituerait, à ses yeux, une campagne efficace en faveur de la responsabilisation des forces de l'ordre. Une campagne de ce type comporterait trois volets: premièrement, il faudrait faire un effort concerté pour amener l'ensemble des citoyens, les responsables politiques et tous ceux qui sont chargés de l'application des lois à s'intéresser au problème du profilage racial et à en faire une priorité; deuxièmement, il serait essentiel de réunir des données; troisièmement, pour être efficace, toute stratégie quelle qu'elle soit devrait s'efforcer de faire naître une culture de la responsabilité chez ceux qui sont chargés d'appliquer la loi.

41. Margaret Parsons, de l'African Canadian Legal Clinic, a parlé du problème de la responsabilité face aux actes de profilage racial. Elle a souligné l'importance de disposer de mécanismes indépendants qui favorisent le changement au sein des organisations et demandent des comptes aux institutions et aux individus en vue de résister à l'impunité vis-à-vis du profilage racial. M^{me} Parsons a évoqué les mesures prises par la communauté canadienne d'origine africaine pour responsabiliser les organismes publics et les agents de l'État, notamment en sensibilisant les forces de police au racisme, en leur dispensant une formation en la matière et en demandant une définition claire de l'expression «raisons plausibles de soupçonner». Elle a examiné les pratiques optimales en ce qui concerne la responsabilisation, soulignant la nécessité de mettre en place des mécanismes de contrôle, de promouvoir la diversité au sein des forces de police et de donner à ces dernières des directives plus claires sur la définition de l'expression «raisons plausibles de soupçonner». Le fait de vérifier que les principes et les règles antiracistes sont bien appliqués est un excellent moyen de faire en sorte que les forces de police répondent aux attentes du public et respectent les lois. Faute de quoi, elles perdent de vue les effets de leurs actes sur les collectivités qu'elles servent. Pour être efficaces, ces audits doivent avoir pour objectif de provoquer un changement d'attitude radical au sein des forces de police. M^{me} Parsons a expliqué qu'ils peuvent aussi être utiles pour évaluer l'intérêt et l'effet des programmes de sensibilisation et de formation de la police. Le seul moyen de passer des grands discours et de l'anecdote sur le profilage racial à un dialogue plus objectif en faveur de la responsabilisation et de la transparence est de réunir des informations ventilées qui apaiseront les inquiétudes de la population et aideront les personnes d'ascendance africaine et les forces de l'ordre à déterminer l'ampleur du problème.

42. Ignacio Cano, professeur au Département des sciences sociales de l'Université de l'État de Rio de Janeiro, a fait un exposé sur le rôle des préjugés raciaux dans le caractère meurtrier des opérations policières menées au Brésil. La société brésilienne, a expliqué M. Cano, est une société dont la structure est profondément marquée par les clivages socioéconomiques et le débat sur les inégalités et la discrimination a souvent porté sur la question de savoir si ces différences tenaient à la classe ou à la race. Il a analysé les préjugés raciaux dans le système de sécurité publique brésilien et a donné un aperçu de leurs diverses manifestations. Il a ensuite présenté les conclusions d'une étude qu'il avait réalisée, et a souligné la nécessité de réunir des données en vue d'établir l'existence du profilage racial et d'en déterminer l'importance au sein des forces de l'ordre.

Point 6 f): La discrimination *de jure* et la dimension institutionnelle de la discrimination imputée à la police et aux autres forces de l'ordre

43. Leïla Zerrougui, Présidente-Rapporteuse du Groupe de travail sur la détention arbitraire, a présenté un exposé sur la discrimination *de jure* et la dimension institutionnelle de la discrimination imputée à la police et aux autres forces de l'ordre. M^{me} Zerrougui a fait observer que, dans beaucoup de pays, le système judiciaire et les forces de l'ordre ont fréquemment recours aux pratiques discriminatoires. Les pratiques discriminatoires identifiables sont souvent liées à des formes de racisme endémique. Une analyse des pratiques discriminatoires dans l'administration de la justice montre que la discrimination ne résulte pas seulement du comportement des individus qui ont le pouvoir d'appliquer les lois mais qu'elle peut aussi tenir au droit lui-même et aux institutions, faire partie intégrante de la structure de l'organisation et du fonctionnement des forces de police, des appareils judiciaires et des services pénitentiaires. Les mesures peuvent être soit explicitement discriminatoires (discrimination directe et *de jure*) soit indirectes (institutionnelle). En fait, la discrimination indirecte a le même effet que la discrimination directe. Au-delà du concept théorique d'égalité, il faut considérer une mesure dans ses effets concrets. M^{me} Zerrougui a insisté sur le fait que c'est grâce aux statistiques que la dimension institutionnelle du profilage racial a été mise en évidence. La faible représentation des minorités dans les effectifs des forces de l'ordre contribue à perpétuer les stéréotypes fondés sur la race, l'origine ethnique, la couleur ou la religion, a-t-elle encore noté.

Point 6 g): Terreur, crime et communautés suspectes: comment prouver que la police se livre au profilage racial et apporter des solutions

44. Rachel Neild, de l'Open Society Justice Initiative, a présenté un document sur le profilage ethnique auquel se livre la police en Europe. Ce qui prévaut en Europe, c'est le profilage ethnique fondé sur la race, l'origine ethnique, la nationalité ou la religion. Bien que cette pratique soit très répandue, il n'y a pas suffisamment de documents qui en établissent l'existence et elle n'est pas expressément proscrite par la législation européenne. L'intervenante a évoqué aussi le profilage de terroristes qui est fondé essentiellement sur l'appartenance religieuse. Elle a soulevé un autre sujet d'inquiétude: le concept de radicalisation, dont l'objectif est de repérer les individus qui sont engagés dans ce type de processus. M^{me} Neild a noté qu'avant d'adopter une mesure discriminatoire, il est important d'en évaluer la proportionnalité – son coût et son efficacité. Parmi les effets négatifs du profilage, il convient de citer la stigmatisation de communautés entières, l'augmentation de la délinquance et des troubles à l'ordre public due à la perte de confiance dans la police, et la diminution de la coopération entre les citoyens et la police. L'intervenante a ajouté que les profils sont assez prévisibles et les groupes terroristes ont montré qu'ils savent s'en démarquer. Elle a souligné la nécessité de faire interdire ces pratiques par la loi, de réunir des données sur les communautés ethniques, d'améliorer le traitement réservé aux minorités et de promouvoir les relations entre police et minorités.

Point 6 h): Le profilage dans la lutte contre le terrorisme

45. Martin Scheinin, Rapporteur spécial sur la promotion et la protection des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans la lutte antiterroriste, a une fois encore mis en évidence l'importance de la question des définitions en ce qui concerne le profilage. À ses yeux, le profilage est un moyen acceptable de maintenir l'ordre lorsque les profils sont étayés sur des statistiques. M. Scheinin a expliqué que, dans le contexte de la lutte contre le terrorisme, pour

être admissible, le profilage devrait être fondé sur le principe de la proportionnalité et sur la légitimité de l'objectif visé. L'appartenance religieuse étant dans bien des cas difficile à déceler, les agents des forces de l'ordre ont recours à un profilage fondé sur l'origine ethnique et la nationalité. L'intervenant a souligné que tout profilage quel qu'il soit est contre-productif et inefficace dans la lutte contre le terrorisme, les groupes terroristes sachant adapter leurs comportements et parvenant à échapper aux stéréotypes courants. Il a laissé entendre que les fouilles systématiques ou aléatoires, menées d'une manière professionnelle, sont plus efficaces que le profilage en ce sens qu'elles sont non discriminatoires et que les terroristes ne peuvent y échapper. M. Scheinin a indiqué que le profilage, dès lors qu'il était utilisé, devait être fondé sur le comportement plutôt que sur le caractère ethnique ou religieux. À cet égard, les États devaient établir à l'intention des forces de l'ordre des directives claires sur les mesures qui sont acceptables dans les opérations antiterroristes. L'intervenant a aussi expliqué les raisons pour lesquelles il faut documenter et surveiller les pratiques de profilage des terroristes, établir des systèmes de contrôle des forces de l'ordre et assurer la conformité des pratiques avec les normes relatives aux droits de l'homme.

**Point 6 i): La signification du profilage racial dans le cadre
de la montée du racisme**

46. Edna Santos Roland, membre du Groupe d'éminents experts indépendants sur l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Durban, a indiqué que le profilage racial ne se manifeste pas forcément de la même manière dans toutes les régions. En Amérique latine, les sociétés sont racistes de très longue date et ce sont les personnes d'ascendance africaine qui en souffrent le plus. La Conférence de Durban a ouvert des possibilités de dialogue entre les personnes d'ascendance africaine et les gouvernements. Pourtant, ces personnes restent victimes de discrimination raciale et leurs représentants ne surveillent pas attentivement l'augmentation du profilage racial qui résulte de la guerre contre le terrorisme.

47. Doudou Diène, Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et de l'intolérance qui y est associée, a noté que le profilage racial est un indicateur de l'ampleur prise par le racisme, la discrimination, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée. Il a expliqué que certaines communautés deviennent visibles lorsque des groupes qui les constituent deviennent la cible du profilage racial. Le racisme est fondé sur la construction sociale de l'identité. De plus, la «naturalisation» du racisme qui fait croire aux gens que ce phénomène participe de la nature humaine est un outil de manipulation idéologique extrêmement dangereux. On peut faire remonter chaque forme de racisme à la construction sociale de l'identité et il est essentiel de la déconstruire. Selon l'intervenant, la montée du racisme observée ces dernières années s'explique par un retour des vieux stéréotypes. Les crises identitaires sont à l'origine du recours accru au profilage racial. S'agissant de l'immigration, M. Diène a souligné que les pays d'accueil adoptent souvent des politiques qui obligent les gens à oublier et à abandonner leur identité culturelle d'origine pour faire la preuve de leur intégration. Pour lui, la construction du multiculturalisme selon une démarche interactive, démocratique et non discriminatoire est la voie à suivre pour dépasser le racisme et la discrimination.

**Point 6 j): Mesures de lutte contre le profilage racial, notamment
mesures positives de caractère préventif**

48. Ömür Orhun, Rapporteur personnel du Président en exercice de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) pour la lutte contre l'intolérance et la discrimination envers les musulmans, a présenté un exposé portant sur les mesures positives de caractère préventif visant à lutter contre le profilage racial, en particulier en ce qui concerne les musulmans. Il a souligné que la montée de l'islamophobie est un sujet de grave préoccupation. Pour remédier à ce phénomène négatif et inquiétant, des stratégies et des campagnes éducatives de qualité doivent être élaborées et appliquées activement. Développer la compréhension et le respect de la diversité culturelle et religieuse serait un premier pas vers la définition et la formulation de bonnes pratiques en matière de lutte contre l'intolérance et la discrimination envers les musulmans. Pour mener à bien un tel projet, il faut que la condamnation de ces comportements s'accompagne de mesures législatives et judiciaires efficaces et s'appuie sur l'éducation.

49. Anastasia Crickley, Représentante personnelle du Président en exercice de l'OSCE pour la lutte contre le racisme, la xénophobie et la discrimination, ainsi que contre l'intolérance et la discrimination à l'encontre des chrétiens et des membres d'autres religions, et Présidente de l'Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes (EUMC), a commencé son exposé en soulignant que la lutte contre le racisme est une lutte sans répit et qu'il reste encore beaucoup à faire. Elle a parlé du combat à mener pour parvenir à une société multiculturelle fondée sur la justice et l'égalité. Il ne faut pas hésiter à se prévaloir des conventions internationales et régionales existantes pour faire échec au profilage racial. À cet égard, l'intervenante a fait référence à la Déclaration et au Programme d'action de Durban et a relevé l'importance des plans d'action nationaux. Elle a parlé de la nécessité de s'attaquer à la discrimination directe et indirecte en l'intégrant dans le cadre juridique des pays et dans les programmes d'éducation. La volonté et l'initiative politiques sont essentielles pour lutter efficacement contre le profilage racial. M^{me} Crickley a ajouté qu'au-delà des seules forces de police, il faut atteindre aussi les services d'immigration et les services pénitentiaires et judiciaires pour s'attaquer à cette pratique. Toute l'approche institutionnelle du profilage racial doit être intégrée de manière à englober la formation avant l'entrée en service et la formation en cours d'emploi. De plus, la promotion d'une culture des élites doit être fondée sur les valeurs antiracistes. L'intervenante a parlé de la nécessité d'ancrer les mesures concernant le profilage racial dans des lois qui s'attaquent au racisme et à la discrimination raciale, constatant notamment la manière dont le racisme direct et indirect s'inscrit dans les structures de nos divers systèmes. Elle a ajouté que les services chargés de faire respecter les lois doivent recourir à l'action positive pour garantir une véritable participation des minorités à tous les niveaux. De plus, toutes les parties intéressées doivent s'investir dans l'élaboration de mesures destinées à s'attaquer au profilage racial. Toute mesure relative au profilage racial quelle qu'elle soit doit être étayée par des mécanismes indépendants de collecte de données. Pour conclure, M^{me} Crickley a parlé de la nécessité de porter l'examen au-delà du racisme et de la discrimination pour étudier les corrélations entre profilage racial d'une part et pauvreté et exclusion de l'autre. Il convient de reconnaître que les complexités de la discrimination raciale et du profilage racial peuvent être vécues différemment par des groupes différents, et qu'elles réclament des réponses différentes, a-t-elle souligné pour terminer.

Point 6 k): Collecte de données sur le profilage ethnique

50. Panagiotis Dimitrakopoulos, chef de l'unité Recherche et collecte de données à l'Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes, a présenté un exposé sur les travaux et la recherche menés par ce dernier. Il a parlé en particulier de la collecte de données concernant le profilage ethnique en Europe. Il a fait une présentation succincte de l'Observatoire, indiquant que celui-ci avait pour objectif premier la collecte et l'analyse de données et de renseignements sur le racisme, la xénophobie et l'antisémitisme afin de venir en aide à la Communauté et à ses États membres lorsqu'ils sont appelés à prendre des mesures ou à décider de grandes orientations dans leurs domaines de compétence respectifs. Il a souligné l'importance des données statistiques dans la lutte contre le racisme car elles servent à établir l'ampleur et la nature du phénomène ainsi qu'à concevoir et appliquer les politiques publiques destinées à le combattre. Le profilage ethnique est une pratique de plus en plus courante dans l'Union européenne depuis quelques années, et s'explique surtout par les menaces terroristes, les mesures de sécurité accrues et les inquiétudes suscitées par l'augmentation de l'immigration clandestine.

Point 6 l): Les avantages d'une représentativité totale dans les systèmes de police et de justice criminelle

51. Tom Hadden, professeur de droit à la Queen's University de Belfast, a centré son exposé sur l'élaboration de stratégies de prévention dans la lutte contre le profilage racial. Il a souligné qu'il était plus utile d'aborder une pratique comme le profilage racial en cherchant à réformer les institutions plutôt qu'en se bornant à condamner la pratique en question et à l'interdire. Son exposé s'inspirait du racisme institutionnel existant au sein de la police britannique et des problèmes communautaires en Irlande du Nord. Le profilage racial est de toute évidence une pratique discriminatoire et contre-productive. Le profilage ou le traitement différencié ne constitue pas forcément un acte de discrimination contraire à la loi. En effet, un tel traitement est acceptable dès lors qu'il a une justification rationnelle et objective intrinsèque, qu'elle soit d'ordre statistique ou autre.

52. M. Hadden a formulé quelques observations de caractère général sur des stratégies que l'on pourrait mettre en place pour empêcher les formes acceptables de profilage des délinquants et d'évaluation des risques pour la sécurité de dégénérer en formes inacceptables de profilage racial ou communautaire. Il a souligné la nécessité de réunir des données sur la question de savoir si la police exerce ses pouvoirs d'une manière discriminatoire sur le plan racial ou communautaire. Il faut absolument faire en sorte que les forces de l'ordre soient pleinement représentatives des communautés qu'elles servent. Là où cela est impossible, il faut créer des structures de concertation et de liaison avec les représentants des communautés minoritaires. Une autre mesure allant dans le sens d'une plus grande responsabilité vis-à-vis des minorités est la création de mécanismes nationaux ou régionaux visant à contrôler et superviser l'application des politiques de sécurité dans leur intégralité et d'entreprendre des enquêtes plus détaillées sur certains incidents ou problèmes particuliers.

III. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

A. Conclusions

53. Le Groupe de travail reconnaît que le profilage racial est une violation du droit à la non-discrimination qui est fermement ancré dans le droit international. Le profilage racial enfreint plusieurs règles du droit international, l'interdiction de la discrimination étant mentionnée à l'alinéa *c* de l'article 55 de la Charte des Nations Unies et dans quasiment tous les instruments internationaux relatifs à la protection des droits de l'homme.
54. Le Groupe de travail rappelle que les normes régionales et internationales énoncent clairement que la discrimination raciale dans l'administration de la justice est contraire à la loi. Le Groupe de travail demande instamment aux États de définir clairement et d'adopter des dispositions législatives explicites interdisant le profilage racial.
55. Le Groupe de travail rappelle la définition du profilage racial, énoncée au paragraphe 72 du Programme d'action de Durban, qui est le phénomène selon lequel la police et les autres agents des forces de l'ordre se fient, si peu que ce soit, à la race, à la couleur, à l'ascendance ou à l'origine nationale ou ethnique pour soumettre des personnes à des investigations ou déterminer si un individu donné a des activités criminelles.
56. Le Groupe de travail souligne que le profilage racial a été reconnu comme un problème spécifique au motif que des personnes d'ascendance africaine ont été systématiquement prises pour cible tout au long de l'histoire, entraînant et perpétuant une stigmatisation de ces personnes et un stéréotype profondément négatif les présentant comme prédisposées à la délinquance.
57. Le Groupe de travail reconnaît que la religion devrait figurer parmi les motifs interdits de profilage racial.
58. Le Groupe de travail affirme que, dans la majorité des cas, le profilage racial n'a eu aucun résultat notable sur le plan du renforcement de la sécurité et a fait un tort considérable aux personnes d'ascendance africaine et aux autres groupes vulnérables.
59. Le Groupe de travail approuve la décision prise par l'Assemblée générale de convoquer en 2009 une conférence d'examen de l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Durban.
60. Le Groupe de travail est convaincu que les États doivent prendre des mesures et mener des politiques publiques pour réduire les inégalités de fait et aider les groupes victimes de discriminations profondes à surmonter la situation défavorable dans laquelle ils se trouvent par rapport aux autres membres de la collectivité.
61. Le Groupe de travail considère que les gouvernements devraient mettre en œuvre et faire appliquer des lois appropriées et efficaces destinées à empêcher les actes de racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, contribuant ainsi à la prévention des violations des droits de l'homme.

62. Le Groupe de travail considère que les États devraient réexaminer et réformer les lois et les pratiques relatives à l'immigration afin d'assurer leur conformité avec les normes internationales relatives aux droits de l'homme.

63. Le Groupe de travail réaffirme que la diversité est un atout. Il a la conviction que la compréhension mutuelle et l'interaction sont des armes puissantes dans la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée, et qu'elles peuvent neutraliser le profilage racial.

64. Le Groupe de travail considère que l'audit et la surveillance internes et externes de l'application des principes et des règles antiracistes sont des moyens essentiels pour s'assurer que les agents des forces de l'ordre respectent le principe de la non-discrimination, ce qui favorisera la confiance et la coopération de la population et renforcera l'efficacité de leurs actions.

65. Le Groupe de travail considère que la tolérance et la coexistence sont les plus petits dénominateurs communs d'une société sans racisme ni discrimination. Les États devraient adopter toute mesure utile pour créer ou renforcer la cohésion au sein des communautés de sorte que chaque individu ait véritablement le sentiment d'appartenir à sa communauté et à l'État et participe à la prospérité de l'un et l'autre.

66. Le Groupe de travail condamne l'exploitation des concepts racistes et discriminatoires par les responsables politiques et communautaires. Ils ont un rôle essentiel à jouer pour faire en sorte que la lutte contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée devienne une question prioritaire.

67. Le Groupe de travail considère que les États devraient, à court terme, attribuer la priorité à l'amélioration du comportement professionnel des agents des forces de l'ordre pendant les interpellations et les fouilles. Le Groupe de travail reconnaît que, parallèlement à cette mesure et pour prouver l'authenticité de l'engagement en faveur d'un maintien de l'ordre qui soit responsable et équitable, il convient de créer des mécanismes de plainte efficaces qui comportent des composants extérieurs civils.

68. Le Groupe de travail a la conviction que les mécanismes de plainte devraient être renforcés et que les plaintes pour les actes de discrimination commis par des agents des forces de l'ordre contre des personnes d'ascendance africaine doivent faire l'objet d'enquêtes très rigoureuses de la part des organes compétents.

69. Le Groupe de travail condamne la discrimination institutionnalisée et considère que les États devraient éliminer ce type de pratique sans attendre.

70. Le Groupe de travail souligne la nécessité de disposer de données pertinentes, ventilées et détaillées pour surveiller la pratique du profilage racial et proposer des mesures correctives. À cet égard, le Groupe de travail demande instamment aux États et aux institutions compétentes de réunir et de diffuser des données sur les actions qu'ils mènent et sur le profil des personnes visées par ces actions, tout en respectant les pratiques internationales optimales relatives à la protection des données personnelles.

71. Le Groupe de travail encourage la recherche, aussi bien par les organismes chargés de l'application des lois que par des agents indépendants et extérieurs, pour repérer et prouver l'existence du profilage racial.

72. Le Groupe de travail considère que le recours à des critères tels que la race, la religion, l'appartenance ethnique, la nationalité ou la couleur de la peau dans les procédures de police pour tenter de dégager des constantes dans les actes de délinquance ou établir une propension aux infractions, conduit à la stigmatisation des personnes d'ascendance africaine et d'autres groupes qui ont de tout temps été victimes de discriminations et se sont vu attribuer un statut inférieur dans la société. Le Groupe de travail réaffirme que de telles pratiques sont contraires aux principes de non-discrimination et d'égalité.

73. Le Groupe de travail affirme que les pratiques de profilage des terroristes qui sont fondées sur la race violent les normes internationales relatives aux droits de l'homme.

74. Le Groupe de travail affirme que la discrimination et l'intolérance à l'encontre des musulmans ont des effets dévastateurs non seulement sur la vie quotidienne des communautés musulmanes mais aussi sur les sociétés dans lesquelles elles vivent. Pour remédier à ce phénomène négatif et inquiétant, des stratégies et des campagnes éducatives de qualité doivent être élaborées et appliquées activement. Développer la compréhension et le respect de la diversité culturelle et religieuse serait un premier pas vers la définition et la formulation de bonnes pratiques en matière de lutte contre l'intolérance et la discrimination envers les musulmans.

B. Recommandations

75. Le Groupe de travail demande instamment aux États:

- De concevoir et mettre en place à l'intention des agents des forces de l'ordre et du personnel militaire un système d'éducation et de formation destiné à leur faire connaître les normes internationales relatives aux droits de l'homme contre le racisme, la discrimination, la xénophobie et l'intolérance qui y est associée et à leur enseigner que le profilage racial constitue une violation de certaines dispositions du droit international;
- De veiller à ce que les questions liées au profilage racial et à la non-discrimination soient intégrées dans tous les aspects de la formation et de l'éducation, y compris la formation permanente et le perfectionnement professionnel dans les organismes chargés de l'application des lois. Ces programmes devraient comprendre une formation approfondie aux normes et aux solutions autres que le profilage racial;
- D'éliminer et d'interdire toute discrimination dans la législation et d'ériger en délit le profilage racial, en envisageant d'imposer des sanctions à ceux qui violent la loi et en veillant à ce que les victimes obtiennent réparation.

76. Le Groupe de travail invite les États à réunir des données ventilées et à établir des mécanismes de contrôle pour surveiller le profilage racial et le combattre. Ces mécanismes devraient comprendre à la fois des procédures internes propres aux organismes chargés de l'application des lois et des procédures destinées à être appliquées par les organismes de contrôle externe auxquels participe la communauté.

77. Le Groupe de travail demande instamment aux organismes chargés de l'application des lois de recourir à l'action positive pour garantir une participation effective des personnes d'ascendance africaine et d'autres groupes vulnérables à tous les niveaux de leurs hiérarchies. Cette action devrait s'appuyer sur des objectifs précis en termes de recrutement, de maintien en fonctions et de promotion pour les postes à responsabilité au sein de ces organismes.

78. Le Groupe de travail réaffirme l'importance de la recommandation formulée par les éminents experts indépendants sur l'application de la Déclaration et du Programme d'action de Durban concernant l'établissement d'un indice d'égalité raciale pour mieux mesurer la discrimination qui frappe les personnes d'ascendance africaine et d'autres groupes vulnérables et pour contribuer à l'élaboration de politiques publiques qui porteront remède à leur situation.

Annex I

AGENDA

1. Opening of the session.
2. Election of the Chairperson-Rapporteur.
3. Adoption of the agenda.
4. Organization of work.
5. General statements: exchange of information on the implementation activities of participants and debate on issues of general interest to the implementation process.
6. Thematic analysis: discussion on and analysis of racial profiling:
 - (a) The definition of racial profiling and the international framework prohibiting racial profiling;
 - (b) The problem of racial profiling in the administration of justice;
 - (c) Regional work on and experience of the issue of racial profiling;
 - (d) The human impact of racial profiling;
 - (e) The problem of impunity and accountability relating to acts of racial profiling;
 - (f) De jure discrimination and the institutional dimension of the discrimination ascribed to the police and other law enforcement services;
 - (g) Terror, crime and suspect communities: evidence of and solutions to ethnic profiling by police;
 - (h) Profiling in countering terrorism;
 - (i) The meaning of racial profiling in the context of the increase of racism;
 - (j) Measures to combat racial profiling, including preventive positive measures;
 - (k) Data collection on ethnic profiling;
 - (l) The benefits from overall representativeness in the police and criminal justice systems.
7. Adoption of conclusions and recommendations.
8. Other matters.
9. Closing of the session.

Annex II

LIST OF PARTICIPANTS

A. Members

Mr. Peter Lesa Kasanda (Chairperson-Rapporteur)

Mr. Joe Frans

Mr. Georges Nicolas Jabbour

Ms. Irina Moroianu-Zlătescu

B. States Members of the United Nations represented by observers

Algeria, Argentina, Austria, Belgium, Bosnia and Herzegovina, Burkina Faso, Canada, Chile, China, Congo, Côte d'Ivoire, Croatia, Denmark, Dominican Republic, Ecuador, Egypt, El Salvador, Estonia, Finland, France, Germany, Ghana, Guatemala, Guinea, Haiti, Hungary, Indonesia, Iran (Islamic Republic of), Ireland, Italy, Japan, Lesotho, Libyan Arab Jamahiriya, Madagascar, Mauritania, Mauritius, Mexico, Morocco, Nepal, Nigeria, Philippines, Poland, Republic of Korea, Romania, Russian Federation, Senegal, Serbia, Slovakia, South Africa, Spain, Sudan, Sweden, Syrian Arab Republic, Thailand, Tunisia, Turkey, Uganda, Venezuela (Bolivarian Republic of), Yemen, Zambia.

C. Non-member States represented by observers

Holy See

D. Intergovernmental organizations

African Union, Organisation internationale de la Francophonie

E. United Nations

Office of the United Nations High Commissioner for Refugees

F. Non-governmental organizations in consultative status with the Economic and Social Council

Anti-Racism Information Service, December Twelfth Movement International Secretariat, Interfaith International, International Association Against Torture, International College of Surgeons, International Commission of Jurists.

**G. Non-governmental organizations not in consultative
status with the Economic and Social Council**

Asociación de Afrocolombianos Desplazados, Conseil national des citoyens et citoyennes d'origine haïtienne, Diaspora Afrique, Espacio Afroamericano, Mouvement international pour les réparations, National Consultative Committee on Racism and Interculturalism.

H. Panellists and presenters

Mr. Ignacio Cano, Ms. Anastasia Crickley, Mr. Panagiotis Dimitrakopoulos, Mr. Régis de Gouttes, Mr. Tom Hadden, Ms. Claudia Lam, Ms. Rachel Neild, Mr. Ömür Orhun, Ms. Margaret Parsons, Ms. Edna Santos Roland, Mr. Martin Scheinin, Mr. Gérôme Topka, Mr. Robert L. Wilkins, Ms. Leïla Zerrougui.
